



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

service national universel

Question au Gouvernement n° 1106

Texte de la question

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

M. le président. La parole est à Mme Marianne Dubois, pour le groupe Les Républicains.

Mme Marianne Dubois. Monsieur le Premier ministre, je voudrais tout d'abord rendre hommage à nos militaires, qui nous protègent au péril de leur vie et font notre fierté comme en témoigne le récent défilé du 14 juillet. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur plusieurs bancs des groupes UDI-Agir, MODEM, LaRem et NG.*)

Nos militaires méritent le soutien actif de la représentation nationale. Nous avons fait part de nos inquiétudes à ce sujet, lors de la discussion de la loi de programmation militaire 2019-2025. Elle est maintenant votée ; il vous appartient de la mettre en œuvre et de garantir à nos soldats les moyens nécessaires à leur mission.

Cependant, certaines annonces récentes nous alertent, je veux parler de celles relatives au service national universel, le SNU. Certaines ambiguïtés doivent être levées au plus vite : le financement, l'encadrement, le calendrier, une réforme éventuelle de la Constitution.

Le Président Macron aime répéter qu'il fait ce qu'il dit, mais la communication et les slogans ne résistent pas toujours à l'épreuve des faits. Cette promesse de campagne, clairement, n'était ni préparée, ni travaillée, ni budgétée. D'ailleurs, en un an, quatre rapports sur le sujet ont été produits : par l'administration, l'Assemblée nationale, le Sénat puis par la commission mise en place spécialement. Trois d'entre eux soulignaient les difficultés et le coût d'un tel projet.

Le projet final se bornera à imposer aux jeunes, autour de seize ans, une période d'un mois dont quinze jours en structure d'hébergement. Les conclusions du rapport évoquent un coût d'un peu moins de 2 milliards d'euros par an quand le système sera en place. Il faudra dépenser 12 milliards d'euros en sept ans pour les infrastructures.

Quelle est la finalité de votre service national universel ? Quelle sera sa forme précise ? Les militaires seront-ils, oui ou non, associés à la formation des encadrants du SNU ? J'ai peur que l'objectif du Gouvernement ne soit pas d'apporter une réponse sociétale – que nous aurions pu largement soutenir –, mais plutôt de tenter de sauver le crédit du Président et ses déclarations fantasques de la campagne présidentielle. (« Bravo ! » et *applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale. Madame la députée Marianne Dubois, je souhaite d'abord et avant tout vous rassurer. Les objectifs que vous avez jugés souhaitables sont en effet ceux que vise

le projet de service national universel. C'est d'ailleurs le sens du rapport et du travail réalisés par le groupe de travail dirigé par le général Ménaouine. Ce groupe continuera d'ailleurs à œuvrer et engagera, dans les prochains mois, une grande concertation de la jeunesse en particulier.

Si nous ne procédions pas de la sorte, les soupçons ou accusations que vous nourririez seraient parfaitement symétriques de vos propos : autrement dit, vous nous reprocheriez de ne pas assez consulter, de ne pas faire suffisamment attention à ce que pense la population sur ce sujet. Tout un travail de concertation, technique, a été mené et il entre maintenant dans sa dernière ligne droite. Avant la fin de l'année civile, nous pourrions ainsi répondre à chaque point que vous venez de soulever.

D'ores et déjà, des réponses sont esquissées et, tout d'abord, s'agissant de l'état d'esprit : c'est bien celui qu'avait affirmé Emmanuel Macron lorsqu'il était candidat à la Présidence de la République. Oui, en effet, c'est un engagement présidentiel de plus qui sera tenu.

Quel est cet engagement ? Créer un creuset républicain pour une classe d'âge, c'est-à-dire des jeunes d'une même génération, qui vivront la même expérience d'intérêt général utile pour eux et pour la nation. Elle inclura forcément une dimension de formation et favorisera, pour certains d'entre eux, un engagement ultérieur.

Enfin, cette logique d'engagement aura un effet en amont et en aval : sur le système scolaire, pour que les élèves développent encore plus l'esprit d'engagement et, en aval, en ouvrant des opportunités aux jeunes de France.

C'est donc un projet qui devrait tous nous unir parce que c'est celui qui permettra de bénéficier à nouveau d'une institution nationale rassemblant tous les jeunes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Marianne Dubois](#)

Circonscription : Loiret (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1106

Rubrique : Jeunes

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [18 juillet 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 juillet 2018](#)